

## DECLARATION DE LA FSU AU C.A.E.N

Du 20 novembre 2009

Dans un contexte encore plus dégradé que l'année dernière à la même époque, la solution de facilité aurait été de ne consacrer aucun temps, aucune énergie à la rédaction d'une déclaration générale et préalable. Mais quand le dialogue social est à ce point maltraité, piétiné, quand la concertation prend, le plus souvent, l'aspect du ... « cause toujours, tu m'intéresses » à tous les niveaux, quand la politique éducative menée depuis des années se concrétise par des passages en force successifs et répétés malgré l'opposition unanime de la communauté éducative, il ne faut pas compter sur la FSU pour désertir le moindre terrain, surtout pas celui de l'action.

La réforme du lycée, la réforme de la formation des enseignants, la revalorisation des carrières, -pour ne parler que des dossiers à l'actualité brûlante- sont des exemples flagrants de duplicité, de tromperie et de désinformation qui caractérisent l'action du ministère et du gouvernement.

Une action, ou plutôt une entreprise de démolition qui demande un déploiement gigantesque de communication, qui s'appuie sur une propagande officielle et une publicité mensongère d'un niveau jamais atteint.

Les termes tels que « réforme », « ambition », « dialogue », « concertation », sans même parler de « négociation », sont totalement dévoyés !

Ce sont les mêmes méthodes que subissent les parents d'élèves et les élus locaux.

Concernant la réforme des lycées, pourtant jugée indispensable par tous, aucune écoute, aucune prise en compte des propositions.

Concernant la mastérisation ou réforme de la formation des enseignants, c'est la brutalité la plus totale. L'enseignement risque de devenir le seul métier qui ne s'apprend plus et qui ne demande aucune formation continue.

Mieux lutter contre l'échec et les difficultés scolaires doit se faire avec beaucoup moins de moyens.

Mieux accompagner et scolariser les élèves handicapés doit se faire uniquement avec des personnels précaires et sans aucune formation.

Disparition de la formation, augmentation exponentielle de la précarité, suppression massive et accélérée des emplois ; pour rappel, moins 16000 dans le budget 2010.

Voilà résumée l'ambition de la nation pour l'Éducation Nationale.

Quant à l'Enseignement Agricole, on n'ose même plus prononcer ce mot. L'heure est plutôt à l'effondrement des établissements publics, cela au profit de l'enseignement privé.

Quand on maltraite, au quotidien, les personnels, que l'on trompe les parents d'élèves, que l'on méprise et coupe les vivres aux Collectivités locales, on prend le risque majeur et terrible de sacrifier une partie de la jeunesse.

Alors évidemment, tout cela n'est pas forcément facile à discerner dans le document produit par le Rectorat pour ce C.A.E.N. ; un document à mi-chemin entre l'exercice d'autosatisfaction et les résultats d'un sondage commandé par l'Élysée.

Plus que jamais, la situation exige que chacun prenne ses responsabilités. Pour la FSU, la CGT éducation et Sud éducation, l'appel à la grève Mardi 24 novembre doit s'entendre comme une détermination sans faille à inverser le cours de cette politique dévastatrice.

Nous continuerons aussi à informer, expliquer, convaincre, à dire la vérité et à proposer une toute autre ambition pour l'école et ses élèves.